

CONFÉRENCE NATIONALE DES DIRECTEURS DE L'ÉDUCATION

La surcharge des classes,
un casse-tête récurrent

Le constat est récurrent dans plusieurs wilayas où la surcharge des classes fausse les données de la rentrée. Le nouveau ministre de l'Éducation, Abdelladif Baba Ahmed, a déclaré que l'obstacle est toutefois surmontable. Pour le secrétaire général du ministère de l'Éducation nationale, Boubekeur Khaldi, le problème est un passage obligé qui n'aura pas lieu d'être dans quelques années.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Les directeurs de l'éducation ont passé en revue les grandes lignes de cette rentrée scolaire durant laquelle la surcharge des classes a constitué un véritable casse-tête pour les responsables du secteur qui ont dû «caser» tous les élèves arrivés au cycle secondaire.

Cette situation a fait toutefois dire aux directeurs de l'éducation que le problème de surcharge n'est pas nouveau pour le secteur, et ce, en dépit de l'arrivée de la double cohorte en première année secondaire.

La conclusion des responsables a été qu'une classe de quarante élèves représentait une «normalité» et certains ont même évoqué le nombre de 44 élèves par classe comme moyenne acceptable. Cette conclusion n'a pas été du goût des représentants des syndicats présents à la rencontre qui ont jugé l'explication inacceptable.

Pour Boubekeur Khaldi, le problème n'est toutefois pas à imputer directement au retard dans la livraison des nouveaux établissements. Le responsable explique plutôt la situation par les effets de la réforme et donc de l'arrivée inévitable de la double cohorte de l'ancien et du nouveau système en première année secondaire.

«Cette population nous l'avons reçue au moyen et nous avons vécu la surcharge à ce moment-là. Les enseignants ont joué le jeu et nous avons eu un taux de passage et au BEM appréciable. Nous avons un plan de charge appréciable et nous sommes en train de construire de nouveaux établissements», a déclaré Boubekeur Khaldi qui a aussi lancé un appel aux syndicats à sensibiliser les enseignants.

Tenant d'arrondir les angles, la plupart des directeurs de l'éducation ont évoqué des conditions d'accueil des élèves «accep-



De nouveaux établissements sont en voie de construction.

tables». «Je ne suis pas là pour jeter la pierre aux walis qui ont plusieurs secteurs à prendre en charge. Il s'agit d'un problème d'entreprises de construction et souvent il n'y a pas de postulants et les marchés sont souvent infructueux. Les soumissionnaires sont rares. Nous allons donc soumettre les problèmes par priorité», a déclaré, pour sa part, le ministre de l'Éducation.

Pour les 12 wilayas du centre du pays, 20 lycées ont été réceptionnés et seulement 9 autres seront réceptionnés, alors qu'il y a en cours, la réalisation de 197 établissements d'enseignement moyen. «Si on avait réceptionné ces établissements, on aurait eu 25 élèves par classes», ont expliqué les présents.

Concernant le livre scolaire, les responsables présents soutien-

dront qu'il y a un surplus et donc que le problème de manque de disponibilité dans certains cas est directement imputable au problème de vente dans les établissements. Ainsi et selon les intervenants, il y a eu 61 millions de livres scolaires imprimés et distribués.

Le ministre dira aussi lors de la rencontre, qu'il y aura prochainement une large concertation avec les partenaires sociaux concernant les problèmes du secteur comme il soutiendra qu'il a été donné instruction pour que soit facilitée l'inscription des enfants syriens dans les écoles et même au niveau du secteur de la formation professionnelle où certains d'entre eux ont été orientés. Le ministre donnera aussi instruction pour que le problème du manque de directeurs d'établissements dans plusieurs wilayas du pays soit pris en charge.

S'agissant du statut des fonctionnaires du secteur, le secrétaire général du ministère de l'Éducation nationale annoncera une prochaine rencontre avec les partenaires sociaux en vue de discuter du statut et des textes d'application.

F.-Z. B.

COORDINATIONS
DU SNTELe syndicat opte pour
quatre jours de grève
dès le 1^{er} octobre

Les Coordinations du Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTÉ) ont opté pour un large débrayage pour les journées des 1^{er}, 2, 3 et 4 octobre prochain. Le syndicat menace de radicaliser son mouvement de protestation si les revendications des coordinations ne sont pas prises en charge par la tutelle. Les Coordinations nationales du SNTÉ, ayant décidé d'unifier leurs actions, renouent avec la protestation et entameront une grève de quatre jours dès le 1^{er} octobre, a annoncé le syndicat à travers un communiqué. Le SNTÉ organisera aussi des sit-in à travers les wilayas du pays au cours de la journée du 3 octobre. Les quatre coordinations représentent les corps communs et ouvriers professionnels, les économes, les travailleurs des laboratoires et les conseillers d'orientation scolaire et professionnelle. Réunis ce mercredi, les syndicalistes expliquent qu'après une large concertation, le mouvement de grève s'est imposé. Ils noteront, de ce fait, que la tutelle n'a pas accepté de prendre en charge les revendications de ces professions et n'a pas rectifié le tir concernant les lacunes enregistrées dans le texte du statut. Les syndicalistes disent aussi dénoncer «la mauvaise volonté de la tutelle qui persiste à minimiser les revendications de ces professions». Les représentants des Coordinations revendiquent ainsi une réunion dans les plus brefs délais avec le nouveau ministre de l'Éducation pour que leurs revendications soient expliquées au premier responsable du secteur avec les spécificités de chaque profession. Les Coordinations ne comptent pas s'arrêter à cette grève de quatre jours et menacent de radicaliser leur mouvement de protestation si leurs revendications ne sont pas prises en compte par le ministère de l'Éducation. Les Coordinations affiliées au SNTÉ prévoient de se réunir le 6 octobre prochain pour discuter des suites à donner à leur débrayage.

F.-Z. B.

SYNDICATS DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION :

«Les chiffres officiels sont loin de la réalité»

S'exprimant hier en marge de la Conférence nationale des directeurs de l'éducation en présence du premier responsable du secteur, les représentants des syndicats ont déclaré être scandalisés.

Les syndicats protestent en premier lieu contre les déclarations de certains directeurs de l'éducation qui ont jugé «normal» et «acceptable» un taux d'occupation de 40 à 44 élèves par classe. Ils évoquent ainsi la norme internationale qui est de 25 élèves par salle de classe.

«Les chiffres donnés sont loin de la réalité du terrain. Les directeurs de l'éducation ont minimisé les problèmes de la surcharge des classes et du manque d'encadrement», a déclaré Boudiba du Cnapest. Il dira par ailleurs, que les responsables disent maîtriser le problème

alors qu'ils devraient chercher les vraies solutions. «Lors de la réunion que nous aurons avec le ministre, nous allons présenter les vraies données», a soutenu le syndicaliste du Cnapest évoquant la norme présentée par les intervenants et concernant le nombre de 44 élèves par classe comme une «aberration». «La loi d'orientation du secteur de l'éducation 04-08 explique que le nombre d'élèves ne doit pas dépasser 30 par classe. Comme un ancien repère évoque le nombre de 36 comme étant une surcharge», soulignera le syndicaliste notant que les directeurs de l'éducation veulent donner un nouveau repère qui ne peut être accepté.

Il dira aussi que si la rentrée s'est déroulée dans de bonnes conditions, c'est grâce aux efforts fournis par les enseignants qui «toutefois, ne supporteront pas longtemps la pression», a-t-il précisé.

Pour sa part, Meziane Meriane, secrétaire général du Snapest, relèvera également que le problème de surcharge a été minimisé. «Il est inacceptable que l'on trouve normal que 44 élèves suivent les cours dans une seule classe. Ici la norme internationale qui est de 25 est dépassée de plus de 64%. Jusqu'à quand allons-nous tirer la sonnette d'alarme. Les élèves ne peuvent travailler dans ces conditions et les enseignants aussi. Arrêtons de nous voiler la face. Aussi les lycées qui n'ont pas été livrés à temps, c'est un véritable sabotage», a expliqué Meziane Meriane.

Le syndicaliste dira aussi que son syndicat proposera à la tutelle de réformer l'enseignement technique au lieu de le supprimer et de créer un secrétariat d'Etat à l'Enseignement secondaire et technique.

F.-Z. B.

APRÈS LA TENUE DE SON 1^{er} CONGRÈS

Le Snapsy maintient intacts ses revendications

Fin du premier congrès du Syndicat national des psychologues (Snapsy). Khaled Keddad a été reconduit à sa tête. Il aura pour mission de continuer à défendre la plateforme de revendications adoptée par les congressistes.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - C'est carrément un plébiscite auquel a eu droit le président du Snapsy. Ayant défendu les intérêts de la corporation et subi des intimidations allant jusqu'à sa suspension de son poste, le président du Snapsy ne compte pas changer de cap. En prenant la parole, jeudi, à l'ouverture des travaux du congrès auquel ont pris part 140 congressistes, il a réaffirmé son intention de mener le combat sur le terrain syndical qui, dit-il, est miné et semé d'embûches. Il fait état de moyens légaux et illégaux

mis en branle par l'administration pour empêcher toute voix discordante de se faire entendre. En dépit de ces difficultés, le Snapsy compte maintenir intacte sa plateforme de revendications et continuer à faire pression sur la tutelle des psychologues. Une tutelle, à savoir le ministère de la Santé, qui n'a pas répondu à l'invitation du syndicat contrairement au ministère du Travail qui a délégué un représentant en la personne du professeur Graba, qui a fait part de la disponibilité du département du travail à écouter les préoccupations des psychologues.

Des préoccupations qui sont souvent communes avec d'autres syndicats autonomes qui se battent pour être reconnus comme partenaire social à part entière. Ils étaient d'ailleurs nombreux à être présents aux travaux d'ouverture du congrès du Snapsy.

Le représentant du Snapest a, dans une allocution empreinte de passion pour la lutte pour la liberté syndicale, affirmé que la mobilisation restait intacte pour la construction d'un mouvement syndical libre.

Même son de cloche du côté du représentant du Cnes, M. Djemai, qui a certifié que la famille des syndicats était le seul espace revendicatif. Le D'

Merabet, président du SNPSP, a, de son côté, dénoncé le «racisme syndical» appelant à la participation des syndicats autonomes lors des bipartites et des tripartites.

Un appel repris par le représentant de l'Unpéf, Messaoud Amrioui, qui a plaidé pour l'accélération de la reconnaissance des syndicats autonomes.

Après cette séance inaugurale, les congressistes ont eu à plancher en commissions sur l'organisation et le fonctionnement du syndicat ainsi que sur le plan d'action et les revendications du Snapsy avant d'installer la commission des élections et le renouvellement des membres du conseil national.

N. I.